ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport de la Région de Bruxelles-Capitale, le 29 avril 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux documents transmis durant l'instruction des demandes de permis d'urbanisme, des demandes de permis de lotir, des demandes de certificat d'urbanisme et de certificat d'urbanisme en vue de lotir", a donné le 8 mai 1996 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 29 april 1996 door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "betreffende de documenten die worden verzonden tijdens de behandeling van de stedebouwkundige vergunningsaanvragen, de aanvragen om verkavelingsvergunning, stedebouwkundig attest en stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling", heeft op 8 mei 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est :

> "En raison de l'urgence qui a présidé à la modification des dispositions dont le présent projet d'arrêté assure l'exécution, par l'ordonnance du 26 mars 1996, ...".

*

* *

OBSERVATION GENERALE.

Parmi les documents dont il prévoit la transmission durant l'instruction des demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme et de permis de lotir, l'arrêté en projet ne fait pas spécifiquement mention de ceux dont l'établissement est requis par l'ordonnance du 3O juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale. Or, ces documents sont d'une importance toute particulière, eu égard, notamment, à l'obligation spéciale de motivation des décisions par lesquelles l'autorité statue sur une demande de certificat ou de permis soumise aux dispositions de cette ordonnance (1).

---

(1) Article 152ter de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

Le texte en projet doit être revu à la lumière de cette observation.

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

La rédaction suivante est proposée :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission de documents en vue de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de lotir, des demandes de certificat d'urbanisme et de certificat d'urbanisme en vue de lotir".

Préambule

Alinéa 2.

Mieux vaut écrire :

"Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 109, alinéa 7, 111, § 1er, alinéas 1er et 2, 125, § 1er, alinéa 2, insérés par l'ordonnance du 4 avril 1996, et l'article 155;".

Dispositif.

Remarque préliminaire.

L'arrêté soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est affecté d'un vice fondamental de structure. Ainsi, les articles 2 et 6, les articles 3 et 7, les articles 4 et 9 et les articles 5 et 10 du projet sont, dans l'ensemble, pratiquement identiques, si ce n'est qu'ils trouvent leur place dans deux chapitres différents, respectivement celui qui a trait aux demandes de permis et de certificat d'urbanisme et celui qui concerne les demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir.

Afin d'éviter d'inutiles répétitions, l'auteur du projet veillera à supprimer cette distinction et à rassembler des situations pour lesquelles des documents identiques sont requis, en indiquant, si besoin est, les documents supplémentaires que telle catégorie de demandes nécessite.

Article 1er.

L'ordonnance du 29 août 1991 étant ici visée dans son ensemble, il est superflu de donner une définition qui se borne à signaler l'une des modifications dont elle a fait l'objet. L'on écrira donc :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "ordonnance", l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme".

Dans la suite du texte, il est inutile de mentionner la modification intervenue le 4 avril 1996 (1).

Article 2.

1. Au 1°, on remplacera les mots "par le" par le mot "au".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 3°, on écrira "un exemplaire" au lieu d'"une copie".

3. Au 4°, a), mieux vaut écrire :

"a) un exemplaire des documents visés aux annexes IV, V, VI, VII et VIII de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 déterminant ... (la suite comme au projet)".

4. Le texte néerlandais du 4°, b), devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) et non, comme erronément indiqué, le 29 mars 1996.

Article 3.

Au 4°, il faut préciser : "l'article 109, alinéa 6,".

Cette observation vaut également pour l'article 5, 1°, h), et 2°, b).

Article 4.

A l'alinéa 1er, 6°, on se demande pourquoi le texte fait seulement mention de l'avis de la commission de concertation, alors que, dans d'autres dispositions (1), l'arrêté en projet impose l'obligation de transmettre, non seulement cet avis, mais aussi le procès-verbal de la réunion de la commission de concertation.

La même observation vaut pour l'article 9, alinéa 1er, 6°.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 8°, et de l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Voir l'article 5, 1°, f), l'article 8, 2°, et l'article 10, 1°, f).

Article 5.

Il faut écrire "l’article 125, § 1er, alinéa 2". La même observation vaut pour l’article 10.

Le texte néerlandais de l’article serait mieux rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Compte tenu de l’article 3, alinéas 1er et 2, de l’arrêté de l’Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 déterminant la composition du dossier des demandes de permis de lotir et de certificat d’urbanisme en vue de lotir, il convient également de prévoir la transmission, aux organes représentés à la commission de concertation, de la note visée à l’article 7, 2°, ou à l’article 12, 2°, de cet arrêté.

Le texte néerlandais de l’article devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 8, 9 et 10.

Le texte néerlandais de ces articles serait mieux rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

On doit écrire :

"Art. 11. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 relatif à l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme, modifié par l'arrêté du 23 novembre 1993;

2° l'arrêté du l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 mai 1993 relatif à l'instruction des demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir, modifié par l'arrêté du 23 novembre 1993".

Articles 12 et 13.

Le texte néerlandais de ces articles serait mieux rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> "En raison de l'urgence qui a présidé à la modification des dispositions dont le présent projet d'arrêté assure l'exécution, par l'ordonnance du 26 mars 1996, ...".

*

* *

ALGEMENE OPMERKING.

Bij de documenten in de verzending waarvan het ontworpen besluit voorziet gedurende de behandeling van de aanvragen om stedebouwkundig attest, stedebouwkundige vergunning en verkavelingsvergunning, worden in dit besluit niet specifiek de documenten vermeld die moeten worden opgemaakt krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. Die stukken zijn evenwel van buitengewoon belang, onder meer gelet op de bijzondere verplichting om de beslissingen, waarbij de overheid uitspraak doet over een aanvraag om een

attest of vergunning, die valt onder de bepalingen van deze ordonnantie, met redenen te omkleden (1).

De ontworpen tekst moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de verzending van documenten met het oog op de behandeling van de aanvragen om stedebouwkundige vergunning en verkavelingsvergunning, de aanvragen om stedebouwkundig attest en stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling".

Aanhef.

Tweede lid.

Het zou beter zijn te schrijven :

---

(1) Artikel 152ter van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw.

"Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, inzonderheid op de artikelen 109, zevende lid, 111, § 1, eerste en tweede lid, 125, § 1, tweede lid, ingevoegd bij de ordonnantie van 4 april 1996, en op artikel 155;".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Het besluit dat ter fine van advies wordt voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, is aangetast door een fundamenteel structuurgebrek. Zo zijn de artikelen 2 en 6, de artikelen 3 en 7, de artikelen 4 en 9 en de artikelen 5 en 10 van het ontwerp, over het geheel genomen, nagenoeg identiek, behalve dat zij in twee verschillende hoofdstukken staan, respectievelijk dat met betrekking tot de aanvragen om stedebouwkundige vergunning en stedebouwkundig attest en dat betreffende de aanvragen om verkavelingsvergunning en stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling.

Om nodeloze herhalingen te voorkomen moet de steller van het ontwerp ervoor zorgen dat dit onderscheid wordt opgeheven en dat gevallen waarvoor identieke documenten worden vereist, worden samengevoegd, indien nodig met vermelding van de aanvullende documenten die noodzakelijk zijn voor zulk een categorie.

Artikel 1.

Aangezien hier wordt verwezen naar de ordonnantie van 29 augustus 1991 in haar geheel, is het overbodig een definitie te geven die zich ertoe beperkt één van de wijzigingen te vermelden die deze ordonnantie heeft ondergaan. Men schrijve dus :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient onder "ordonnantie" te worden verstaan, de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw".

Verder in de tekst is het nutteloos de wijziging van 4 april 1996 te vermelden (1).

Artikel 2.

1. In onderdeel 1° dient het woord "door" vervangen te worden door het woord "aan".

Voorts schrijve men "bewijs van ontvangst van het dossier" in plaats van "ontvangstbewijs van het dossier". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

---

(1) en niet van 29 maart 1996, zoals bij vergissing wordt vermeld.

2. In onderdeel 3° schrijve men "een exemplaar" in plaats van "een kopie".

3. In onderdeel 4°, a), zou het beter zijn te schrijven :

"a) een exemplaar van de documenten bedoeld in de bijlagen IV, V, VI, VII en VIII bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot vaststelling ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4. In onderdeel 4°, b), schrijve men "het volledige dossier" in plaats van "het volledig dossier"; deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp. Voorts schrijve men, in fine : "... de handelingen en werkzaamheden waarop de aanvraag betrekking heeft".

Artikel 3.

In onderdeel 4° dient te worden gepreciseerd : "artikel 109, zesde lid,".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 5, 1°, h), en 2°, b).

Artikel 4.

In het eerste lid, 6°, rijst de vraag waarom in de tekst alleen het advies van de overlegcommissie wordt vermeld, terwijl het ontworpen besluit, in andere bepalingen (1), de verplichting oplegt om niet alleen dat advies toe te zenden, maar tevens de notulen van de vergadering van de overlegcommissie.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, eerste lid, 6°.

In het eerste lid, 8°, schrijve men : "het volledige dossier van de aanvraag, met inbegrip van de eventuele wijzigingsdocumenten ... (voorts zoals in het ontwerp)". Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

Het tweede lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Wanneer het college, in het geval bedoeld in het eerste lid, beslist een afwijking voor te stellen van de voorschriften van een bijzonder bestemmingsplan of van een verkavelingsvergunning, zendt het aan de gemachtigde ambtenaar, naast de in het eerste lid vermelde documenten, een uittreksel uit het proces-verbaal van zijn gemotiveerde besluit".

---

(1) Zie artikel 5, 1°, f), artikel 8, 2°, en artikel 10, 1°, f).

Dit tekstvoorstel geldt tevens voor het tweede lid van artikel 9.

Artikel 5.

Men schrijve "artikel 125, § 1, tweede lid". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10.

De inleidende volzin zou aldus gesteld moeten worden :

"Met toepassing van artikel 125, § 1, tweede lid, van de ordonnantie voegt het college van burgemeester en schepenen de hierna opgenoemde documenten bij het afschrift van zijn beslissing waarbij de stedebouwkundige vergunning of het stedebouwkundig attest afgegeven wordt, een beslissing waarvan het college kennis geeft aan de gemachtigde ambtenaar :".

In de bepaling onder 1° zou het beter zijn te schrijven : "wanneer de aanvraag valt onder de bijzondere regelen van openbaarmaking :".

De bepaling onder 1°, f), zou beter als volgt worden gesteld :

"f) het proces-verbaal van de vergadering van de overlegcommissie, alsmede het advies van de laatstgenoemde;".

Deze opmerking geldt tevens voor de bepaling onder artikel 10, 1°, f).

Artikel 6.

Gelet op artikel 3, eerste en tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van aanvragen om verkavelingsvergunning en om stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling, dient eveneens te worden voorzien in de verzending, aan de organen vertegenwoordigd in de overlegcommissie, van de nota bedoeld in artikel 7, 2°, of in artikel 12, 2°, van dat besluit.

In onderdeel 1° dient het woord "door" vervangen te worden door het woord "aan".

In onderdeel 3° schrijve men "een stel foto’s" en niet "een fotoreeks".

In onderdeel 4° dienen de woorden "het kohier van" te vervallen.

Artikel 8.

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Wanneer de gemeenteraad, met toepassing van artikel 155, § 1, van de ordonnantie, moet beraadslagen over wegen, zendt het college van burgemeester en schepenen hem de volgende documenten :".

In onderdeel 2° schrijve men aan het slot : "..., alsmede het advies van de laatstgenoemde;"

Artikel 9.

In onderdeel 2° dienen de woorden "deze bekendmaking" vervangen te worden door de woorden "dit bericht". Deze opmerking geldt tevens voor onderdeel 1°, b), van artikel 10.

Artikel 10.

De tekst van de inleidende zin dient te worden geredigeerd naar het voorbeeld van het voorstel dat is gedaan omtrent artikel 5.

Artikel 11.

Men schrijve :

"Art.11. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 betreffende de behandeling van de aanvragen om stedebouwkundige vergunning en stedebouwkundig attest, gewijzigd bij het besluit van 23 november 1993;

2° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 betreffende de behandeling van de aanvragen om verkavelingsvergunning en stedebouwkundig attest met het oog op verkaveling, gewijzigd bij het besluit van 23 november 1993".

Artikel 12.

Men schrijve : "De Minister ... bevoegd voor Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit".

Artikel 13.

Men schrijve "Dit besluit" in plaats van "Onderhavig besluit".

Slotopmerking.

De kwaliteit van de Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats om verschillende redenen. In de eerste plaats wordt voorbijgegaan aan datgene wat gebruikelijk is in goede wetgevingstechniek, bijvoorbeeld het vermijden van het woord "onderhavig" in een verordeningstekst en van de toekomende tijd in bepalingen; voorts wordt aan sommige Nederlandse woorden een betekenis toegekend die zij in die taal niet hebben, zoals "beraadslaging", dat nooit "besluit" kan betekenen. Ook het gebruik van de werkwoordstijden is herhaaldelijk foutief, doordat van de lijdende vorm misbruik wordt gemaakt, zoals bijvoorbeeld in artikel 10, 1°, b) en c), "... werd aangeplakt" in plaats van "... is aangeplakt" en "... werden uitgebracht" in plaats van "... zijn uitgebracht"; het gaat in casu namelijk niet om het beschrijven van een handeling maar om het resultaat ervan. Om de talrijke barbarismen te verbeteren zijn in dit advies bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gemaakt.

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de Coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit :

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.